



PRÉFET DU GARD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Alès
Bureau de l'environnement
et des polices administratives

Affaire suivie par Bruno AMAT
Chef du pôle
bruno.amat@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2026 – 13 du 3 avril 2026 prescrivant une tierce-expertise dans le cadre de la mise en sécurité du site de Salindres exploité par la société RHODIA OPÉRATIONS

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-13, L.511-1, L.512-6-1 et R.512-75-1;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M.Jérôme Bonet préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant M. Émile Soumbo sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2026-02-11-00002 du 11 février 2026 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 25 juillet 2013 modifié actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société RHODIA OPÉRATIONS pour l'exploitation de ses installations industrielles sur son site de Salindres et autorisant la modification des installations dans le cadre du projet FORCE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-30 du 20 novembre 2017 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 25 juillet 2013 ;
- Vu** le courrier de la société Rhodia Opérations au préfet en date du 11 mars 2025 déclarant la cessation d'activité sur la plateforme chimique de Salindres ;
- Vu** les courriers de la société Rhodia Opérations en date des 18 septembre 2025 et 15 janvier 2026 faisant un point sur la mise en sécurité du site à date ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2026 faisant suite à la visite d'inspection du 17 février 2026 sur le site de Salindres exploité par la société RHODIA OPERATIONS ;

- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 6 mars 2026 afin que celui-ci puisse présenter ses observations éventuelles par écrit dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations formulées par la société Rhodia Opérations en date du 26 mars 2026 formulées lors de la démarche contradictoire en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS a déclaré la cessation de son activité sur la plateforme chimique de Salindres par courrier du 11 mars 2025 ;

Considérant que le site dispose de 29 fosses et que seules 7 fosses ont fait l'objet d'un premier nettoyage ;

Considérant que ces fosses sont toujours utilisées, que la plupart sont à l'air libre comme la plus grande partie des installations industrielles ;

Considérant ainsi que lors des épisodes pluvieux, ces fosses récupèrent et servent à stocker des eaux pluviales qui se chargent en PFAS, notamment en TFA (acide trifluoroacétique) et TA (acide triflique) ;

Considérant que le traitement de ces eaux qui constituent un déchet dangereux sature la capacité d'accueil de la seule installation de traitement qui les accepte au détriment des déchets de l'activité historique toujours présents sur site ;

Considérant que la finalisation de la mise en sécurité de l'atelier PPFO ne peut être réalisée du fait de l'utilisation des fosses pour stocker des eaux pluviales chargées en PFAS ;

Considérant ainsi que la gestion des eaux de pluie doit être améliorée afin de limiter les surfaces polluées exposées à la pluie et par conséquent la quantité de déchets dangereux contenant des PFAS ;

Considérant que l'exploitant n'a fait aucune proposition en ce sens ;

Considérant que l'article L 181-13 du code de l'environnement stipulent que :

« Lorsque le projet présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, l'autorité administrative compétente peut, tant lors de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale que postérieurement à sa délivrance, demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières.

Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire aux frais de celui-ci. » ;

Considérant par conséquent que la gestion des eaux de pluie nécessite l'avis d'un tiers expert afin de pouvoir définir s'il est possible de limiter significativement les surfaces polluées par des eaux météoriques et proposer des solutions ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Contenu

La société RHODIA OPÉRATIONS dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers 69003 LYON est tenue de faire réaliser une tierce-expertise relative à la gestion des eaux pluviales polluées sur l'établissement faisant l'objet de la cessation d'activité sur la commune de Salindres.

L'analyse réalisée par le tiers expert porte notamment sur les points suivants :

- l'identification de toutes les surfaces, fosses ou caniveaux pollués par lesquels peuvent transiter des eaux de pluie ;
- les solutions envisageables pour limiter significativement les surfaces polluées exposées à la pluie et les délais de mises en œuvre associés techniquement requis ;
- l'évaluation de la diminution du volume d'eau polluée pour une pluie de référence (deux premières heures d'une pluie décennale) pour chacune de ces solutions ;
- l'évaluation économique de la mise en place de ces solutions.

ARTICLE 2 : Choix du tiers expert

L'exploitant consulte les sociétés susceptibles de réaliser la tierce expertise en veillant à ce que les sociétés intéressées fournissent des éléments relatifs à leur qualité d'expert portant notamment sur l'expérience et les compétences dans les domaines concernés du tiers expert et des personnes à qui l'exécution des tâches en relation avec la tierce expertise pourra être confiée.

Le tiers expert et les personnes à qui il confie l'exécution de tâches en relation avec la tierce expertise doivent être indépendants de l'exploitant et le justifier.

Le tiers expert doit s'engager à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés par le présent arrêté.

Au plus tard quinze jours après notification du présent arrêté et avant désignation du tiers expert retenu, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le résultat de ses consultations et indique le tiers expert qu'il compte retenir en justifiant des éléments mentionnés ci-dessus concernant sa qualité d'expert, son indépendance et sa capacité à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés dans le présent arrêté (engagement de l'expert).

L'exploitant doit engager toutes les actions nécessaires pour vérifier et faire respecter ces exigences.

ARTICLE 3 : Établissement et transmission du rapport de tierce expertise

Le rapport d'expertise rédigé en français doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions afin qu'il n'y ait pas d'équivoque résultant d'une interprétation inadéquate du rapport.

Le rapport de tierce expertise doit permettre une vérification aisée des données d'entrée en rappelant les méthodes et les outils utilisés par le tiers expert. Il doit, dans sa conclusion, hiérarchiser les éventuelles recommandations afin d'éviter que les plus importantes ne soient noyées dans les recommandations mineures.

Le rapport de tierce expertise doit au moins comporter les éléments suivants :

- le nom du ou des experts ayant participé à l'expertise ;
- les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ;
- les références bibliographiques ;
- les outils logiciels utilisés ;
- les limites de la tierce expertise ;
- la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations ;
- les éventuelles difficultés rencontrées pour réaliser cette tierce-expertise.
-

ARTICLE 4 : Délai de mise en œuvre

La tierce expertise est réalisée aux frais de l'exploitant.

Le rapport est adressé au préfet du Gard, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, accompagné des observations et propositions de suite de la part de l'exploitant.

Une réunion de restitution de la tierce expertise peut être organisée à la demande de l'inspection des installations classées en présence de l'exploitant et du tiers expert.

ARTICLE 5 : Réalisation

Sur la base des conclusions de la tierce expertise, l'exploitant transmet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le plan d'actions mis en œuvre pour limiter les surfaces polluées sur lesquelles des eaux pluviales sont susceptibles de ruisseler.

Les mesures de ce plan d'actions sont mises en œuvre dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 : notification et exécution

Le sous-préfet d'Alès, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RHODIA OPÉRATIONS.

Le sous-préfet,



Emile Soumbo